

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 611/ Avril 2020

**Cette note porte principalement sur la situation économique et monétaire de la Guadeloupe en 2019. Elle ne tient pas compte des effets de la pandémie de Covid-19, mise à part dans la partie relative aux perspectives 2020.**

**L'IEDOM mobilise en effet ses moyens afin de poursuivre son suivi de l'activité en Guadeloupe et dans les Îles du Nord et se tient à disposition de la population, par le biais de ses dispositifs d'accompagnement des particuliers et des entreprises. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site internet de l'IEDOM : <https://www.iedom.fr/guadeloupe/>.**

# L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2019

## UNE ACTIVITÉ QUI S'ESOUFFLE

Après un ralentissement de la croissance économique en 2018 (+1,5 % contre +3,4 % en 2017 en volume), les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM font ressortir un certain pessimisme en 2019. Le climat des affaires, marqué par les conflits sociaux et plusieurs incertitudes, se dégrade.

La consommation des ménages ralentit, en dépit d'une hausse de la masse salariale du secteur privé et d'un niveau d'inflation modéré. Les importations de biens destinés aux ménages reculent. Toutefois, l'investissement privé se maintient. Les importations de biens d'investissement et les crédits octroyés aux entreprises restent bien orientés en 2019. Sur le marché du travail, la diminution du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit. En matière de commerce extérieur, les importations augmentent, tandis que les exportations diminuent.

Du point de vue sectoriel, l'activité touristique progresse avec une nouvelle hausse de la fréquentation de l'île. Dans l'industrie agroalimentaire (IAA), les résultats sont satisfaisants malgré des exportations orientées à la baisse. Après un bon début d'année, l'activité se tasse quelque peu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). L'industrie locale (hors IAA), étroitement liée au secteur du BTP, bénéficie à nouveau du niveau élevé de l'activité dans ce dernier. Dans le secteur primaire, les difficultés persistent.

En parallèle, l'activité bancaire croît. En particulier, l'encours des crédits accélère. Toutefois, la collecte de dépôts ralentit après une hausse marquée en 2018 liée à l'indemnisation des sinistres causés par l'ouragan Maria. L'encours de crédits et les actifs financiers progressent pour l'ensemble des agents économiques qu'il s'agisse des ménages, des entreprises ou des collectivités locales.

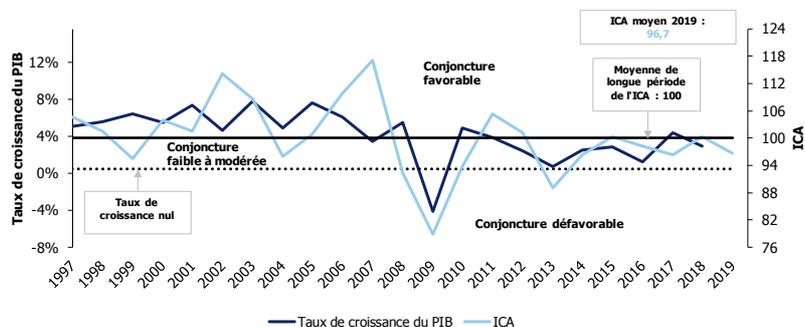
## I – DÉGRADATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN 2019

### 1. Un climat des affaires empreint d'incertitudes

En 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade. Bien orienté au premier trimestre 2019, il passe en dessous de sa moyenne de longue période sur les trois derniers trimestres et s'établit en moyenne à 96,7 points sur l'année (100,4 en 2018).

L'ICA et le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe évoluent selon une trajectoire proche. En moyenne, lorsque l'ICA est en dessous de 93 points, la croissance économique est négative. Lorsqu'il se situe au-delà de sa moyenne de longue période, la croissance est généralement dynamique. À l'intérieur de cet intervalle (entre 93 et 100 points), la croissance économique est faible à modérée : en 2019, le niveau de l'ICA correspond ainsi à cet état de la conjoncture.

Comparaison entre le taux de croissance du PIB (€ constants) et l'indicateur du climat des affaires (ICA)



Sources : IEDOM, Insee.

Dans le détail, la dégradation de l'indicateur est avant tout liée au pessimisme des chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM. Plusieurs sources d'incertitudes affectent l'activité économique en 2019. Au premier trimestre, c'est le mouvement des gilets jaunes à l'échelle nationale qui affecte le moral des entreprises guadeloupéennes. En fin d'année, ce sont plusieurs mouvements sociaux ainsi que la grève dans les ports français qui pèsent sur les prévisions d'activité des professionnels locaux. Enfin, l'approche des échéances électorales et la pandémie naissante du COVID-19 au moment de la réalisation de l'enquête de l'IEDOM début 2020 sont les deux autres principaux facteurs pesant sur l'évolution de l'ICA.

À l'échelle sectorielle, ce sont les secteurs du commerce et des services qui tirent l'ICA à la baisse. Les professionnels du secteur du tourisme font état d'une amélioration de leur activité en 2019. Dans le BTP, le climat des affaires reste bien orienté jusqu'au troisième trimestre, avant une dégradation en fin d'année. Au niveau industriel, l'activité des entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire est bien orientée, à l'instar de celle des autres industries qui profitent à nouveau des chantiers du BTP.

## 2. Hausse des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) croît en moyenne de 1,0 % sur l'année (après +1,2 % 2018). L'ensemble des postes participe à cette progression, en particulier ceux de l'énergie (+1,9 %). Les prix des produits pétroliers augmentent de 1,2 %.

Les prix de l'alimentation et des services sont également en hausse (respectivement +1,4 % et +1,2 %). L'évolution du niveau des prix des produits manufacturés est plus modérée (+0,3 %).

Au niveau national, la croissance de l'IPC est en moyenne de 1,1 % en 2019.

## 3. L'amélioration du marché de l'emploi se poursuit

À fin décembre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 50 630 (CVS). Il s'inscrit en baisse sur un an (-7,8 %, après -2,7 % en 2018).

Ce recul est marqué à la fois chez les hommes et les femmes (respectivement -8,3 % et -7,3 %, CVS). Les DEFM A diminuent dans l'ensemble des catégories d'âges. La baisse est toutefois plus importante chez les 25-49 ans (-11,4 %). Chez les moins de 25 ans, elle atteint -4,7 %, tandis qu'elle est plus modérée chez les plus de 50 ans (-2,3 %, CVS). En parallèle, les effectifs salariés du secteur privé augmentent de 4,0 % sur un an.

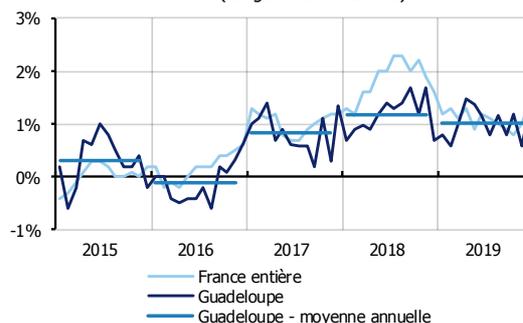
Au niveau national, les évolutions sont similaires, mais le rythme est plus modéré. Le nombre de DEFM A diminue de 3,3 % sur un an, tandis que les effectifs salariés du secteur privé progressent de 1,5 %.

## 4. La consommation des ménages s'essouffle

En 2019, la consommation des ménages montre des signes de ralentissement, en dépit d'une hausse de la masse salariale du secteur privé (+5,0 % sur un an). Les ménages semblent avoir privilégié l'épargne sur l'année : leurs actifs financiers accélèrent à +2,5 % après +1,9 % en 2018. Dans ce contexte, les importations de biens de consommation durables diminuent (-3,4 %), tandis que les importations de biens de consommation non durables sont stables. Les professionnels du secteur du commerce interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font état d'une activité mal orientée. En effet, l'activité est marquée par les grèves de fin d'année qui ont limité la capacité d'approvisionnement de la plupart des établissements du secteur.

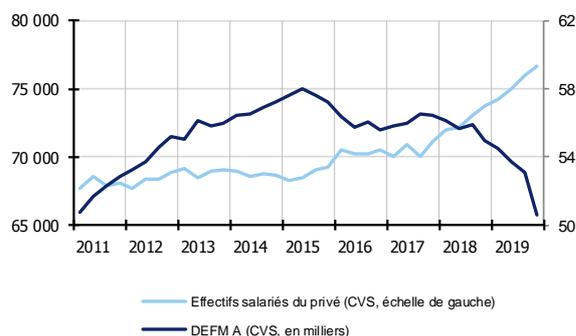
L'encours des crédits à la consommation reste très dynamique même s'il enregistre un léger ralentissement (+8,2 % à fin décembre 2019, après +8,9 % un an plus tôt). Les immatriculations de véhicules neufs diminuent légèrement de 0,1 % sur un an après une hausse exceptionnelle liée à des évolutions réglementaires en 2018 (+13,7 %).

**Indice des prix à la consommation**  
(en glissement annuel)



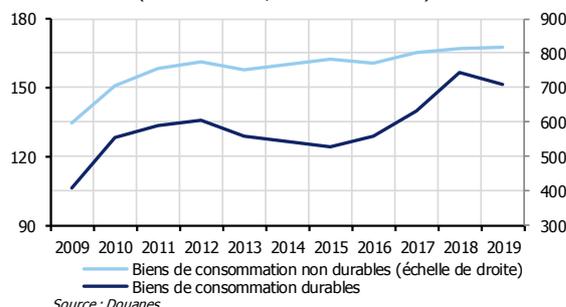
Source : Insee.

**DEFM A et effectifs salariés du privé**



Sources : DIECCTE et ACOSS.

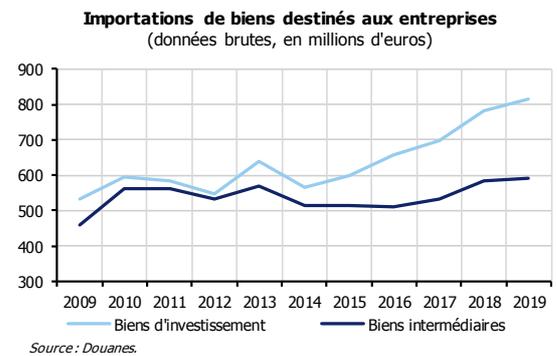
**Importations de biens destinés aux ménages**  
(données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes.

## 5. L'investissement se maintient en hausse

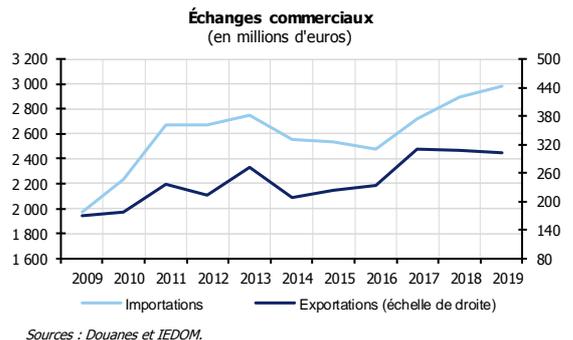
En 2019, l'effort d'investissement du secteur privé se poursuit. Les importations de biens d'investissement s'inscrivent en hausse de 4,2 % tandis que les importations de biens intermédiaires progressent de 1,2 %. Les ventes de ciment augmentent de manière significative (+7,0 %), tirées par le dynamisme du secteur du BTP. Les ventes de ciment en vrac destinées aux ouvrages d'envergure augmentent de 14,3 %. Les crédits d'investissement s'orientent à la hausse quant à eux de 7,8 % (+5,4 % en 2018).



## 6. Les importations progressent tandis que les exportations reculent

En 2019, les importations progressent de 3,0 % en valeur. En particulier, les importations de produits pétroliers raffinés enregistrent une hausse de 10,9 % (après +2,4 % en 2018). Hors produits pétroliers, les importations augmentent de 1,6 %, tirées par les importations en biens d'équipement (+10,0 %).

En parallèle, les exportations reculent sur l'année (-1,6 %). Hors produits pétroliers, les exportations diminuent de 12,8 %. Cette baisse s'explique par un niveau d'exportation moindre dans le secteur de la construction navale. Celles-ci étaient exceptionnellement élevées en 2018.

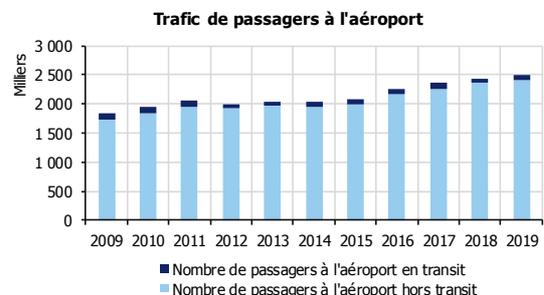


# II – LE TOURISME ET LE BTP TIRENT L'ACTIVITÉ

## 1. La hausse de la fréquentation touristique se poursuit

En 2019, la fréquentation de l'île est en hausse (+2,3 % de passagers hors transit à l'aéroport sur un an après +4,6 % en 2018). Cependant, l'hôtellerie enregistre une baisse du nombre de nuitées de 5,0 % (+3,5 % en 2018), bien que les niveaux restent largement supérieurs à ceux observés avant 2017. Une part croissante des touristes s'orientent vers les plateformes de location et de réservation de logements en ligne.

En parallèle, le nombre de croisiéristes diminue (-12,3 % après +20,6 % en 2018). Cette baisse fait suite à la hausse exceptionnelle enregistrée en 2018 en raison du repositionnement des escales de paquebots initialement prévues dans des îles fortement impactées par les ouragans Irma et Maria. Dans le détail, la croisière de transit baisse de 26,4 % et la croisière basée recule de 4,9 %.

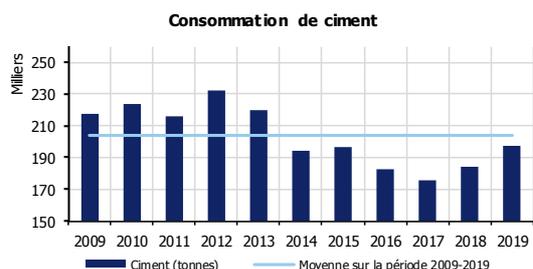


## 2. Des résultats satisfaisants pour les autres services marchands

Globalement, l'activité des autres services marchands est favorablement orientée selon les chefs d'entreprises participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM en 2019. Toutefois, ils enregistrent de mauvais résultats au quatrième trimestre. L'alourdissement des charges et l'allongement des délais de paiement pèsent sur leur trésorerie.

## 3. Bonne tenue de l'activité du BTP et des industries

En 2019, l'activité du BTP est tirée par les chantiers d'envergure (notamment l'agrandissement de l'aéroport Pôle Caraïbes et la construction du centre hospitalier universitaire). Les ventes de ciment continuent d'augmenter (+7,0 % sur un an, après +5,2 % en 2018), en particulier, les ventes de ciment en vrac utilisées sur les grands chantiers (+14,3 % après +4,6 % en 2018). Cependant, les ventes de ciment en sac, utilisées principalement pour les constructions des particuliers, s'inscrivent en baisse (-3,1 % après +6,0 % en 2018).



Globalement, les professionnels du secteur interrogés par l'IEDOM font état d'une bonne tenue de l'activité. Dans ce contexte, les effectifs salariés progressent (+6,8 % sur un an, soit 7 384 salariés après 6 917 à fin 2018). Cependant, les chefs d'entreprise font également ressortir une dégradation des délais de paiement qui grève leur trésorerie.

En parallèle, l'activité reste contrastée sur le marché immobilier. Le nombre de permis de construire chute de manière significative (-20,6 % après -2,6 % en 2018) et la progression de l'encours des crédits à l'habitat ralentit légèrement (+4,2 % après +4,6 % à fin 2018).

Les chefs d'entreprises des **industries** locales (hors IAA) interrogés par l'IEDOM jugent de manière positive leur activité. En effet, le secteur profite de la bonne santé du BTP depuis 2018. Cependant, à l'instar des professionnels du BTP, l'allongement des délais de paiement et par conséquent, la dégradation de leur trésorerie, demeurent un point d'inquiétude.

#### 4. L'activité des industries agroalimentaires est bien orientée

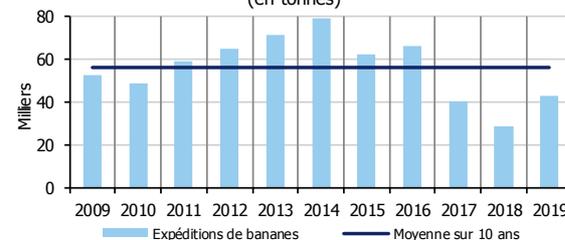
En 2019, l'activité des **IAA** est jugée favorablement par les professionnels du secteur. La demande locale en produits des IAA se maintient : les importations progressent légèrement (+0,4 % après +1,6 % en 2018). Cependant, les exportations du secteur sont de nouveau en repli (-5,7 % en 2019 après -12,0 % en 2018). Les exportations de rhum et de sucre, qui représentent respectivement 50,5 % et 23,2 % des exportations du secteur, sont en légère progression pour les premières sur un an (+1,0 %), tandis que les secondes reculent de 7,2 % notamment en raison d'une baisse du tonnage de cannes récoltées en 2019 (-8,3 %).

#### 5. Le secteur primaire en difficulté

En 2019, la situation du secteur primaire reste délicate. Les exportations de bananes (95,9 % des exportations du secteur en 2019) progressent à nouveau (+51,0 % sur un an, après -29,3 % en 2018), mais demeurent bien en deçà des niveaux prévalant avant le passage de l'ouragan Maria en 2017. Elles atteignent 43 049 tonnes, alors qu'elles s'élevaient à 66 208 tonnes en 2016.

En parallèle, les abattages de bovins et porcins s'inscrivent en net recul. Le tonnage de bovins abattus baisse de 6,7 % après -9,3 % en 2018. La filière porcine enregistre une diminution du tonnage d'animaux abattus pour la deuxième année consécutive, alors qu'elle était sur une dynamique positive depuis une dizaine d'années. Le recours aux abattages non contrôlés et la fermeture de l'abattoir de Marie-Galante pour des raisons sanitaires accentuent les difficultés de la filière.

Expéditions de bananes à destination de l'Union européenne (en tonnes)



Source : CIRAD.

### III – LES ENCOURS BANCAIRES PROGRESSENT

#### 1. Le financement bancaire s'accélère

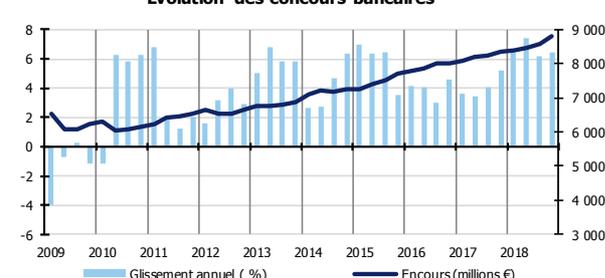
En 2019, l'encours des crédits sains en Guadeloupe augmente de 6,4 % (+5,2 % en 2018) pour s'établir à 9,4 milliards euros. Avec un encours de 4,2 milliards d'euros, les crédits consentis aux ménages progressent de 6,9 % (+6,1 % en 2018). Les crédits à l'habitat accélèrent (+6,2 % après +4,8 % un an plus tôt). À contrario, la croissance des crédits à la consommation faiblit très légèrement à +8,2 % (+8,9 % en 2018).

Les crédits aux entreprises sont également en augmentation sensible de 8,4 % (+5,3 % en 2018) pour atteindre 3,8 milliards d'euros. En particulier, les crédits d'investissement sont dynamiques (+15,3 % après +8,2 % en 2018). Les crédits immobiliers sont quant à eux stables (+0,7 % après +4,6 % en 2017).

Les crédits octroyés aux **collectivités locales** progressent à nouveau, mais de manière moins importante qu'en 2018 (+1,9 % en 2018, après +5,1 %). L'encours des crédits atteint 1,1 milliard d'euros. En particulier, les crédits d'investissement sont en baisse (-1,1 % après +3,9 % en 2018) alors que les crédits d'exploitation (7 % des crédits accordés aux collectivités) ont quasiment doublé sur un an.

Globalement, l'encours de créances douteuses poursuit sa baisse (-4,2 %) et atteint 374,5 millions d'euros. Le taux de créances douteuses s'établit à 3,9 % (-0,4 point sur un an).

Évolution des concours bancaires

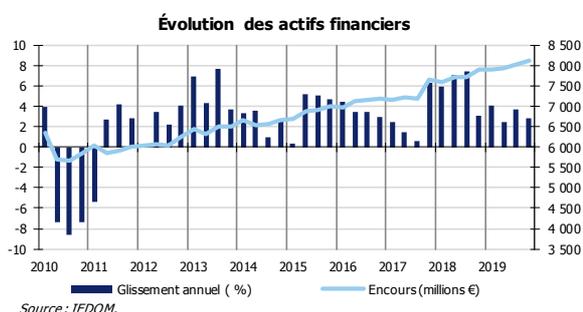


Source : IEDOM.

## 2. La croissance des actifs financiers ralentit

En 2019, l'encours des actifs financiers en Guadeloupe atteint 8,1 milliards d'euros, en hausse de 2,9 % (+3,2 % en 2018).

À 5,7 milliards d'euros, l'épargne des **ménages** augmente de 2,5 % (+1,9 % en 2017). Celle des **entreprises** progresse de 4,5 % (+5,5 % un an plus tôt) et s'établit à 2 milliards d'euros. Les actifs financiers des **autres agents** sont en légère hausse et atteignent 410,9 millions d'euros (+0,8 % après +10,8 % en 2018).



Après une année 2018 marquée par les versements d'indemnités d'assurance liées à l'ouragan Maria, la croissance des dépôts à vue ralentit (+3,1 % sur un an après +6,9 % en 2018). En parallèle, les placements à court terme demeurent orientés à la hausse (+1,9 % en 2018, après +1,2 % un an plus tôt), notamment grâce aux placements des particuliers (+2,5 %), ceux des entreprises étant de nouveau en baisse (-1,2 %). La collecte sur les livrets A, les livrets de développement durable et les livrets ordinaires augmente (respectivement +5,7 %, +4,5 % et +4,3 %). L'épargne longue progresse également en 2019 (+3,6 % après -0,4 % en 2018).

## PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2020 : UN DÉFI SANS PRÉCÉDENT À RELEVER

Depuis début 2020, le monde se trouve confronté à l'épidémie de coronavirus COVID-19. Déclarée dans la ville de Wuhan en Chine fin décembre 2019, celle-ci s'est propagée très rapidement en Europe avec en première ligne l'Italie, l'Espagne et la France jusqu'à être considérée comme une pandémie mondiale à la mi-mars par l'Organisation mondiale de la santé. En Outre-mer et en particulier dans la Caraïbe, l'épidémie s'est déclarée plus tardivement, les premiers cas positifs de COVID-19 étant détectés début mars à Saint-Barthélemy et Saint-Martin, et une dizaine de jours plus tard en Guadeloupe. Face à l'impact sanitaire et économique du COVID-19, le Gouvernement français a notamment mis en place un confinement de la population à compter du 17 mars 2020 afin d'endiguer la propagation du virus, mais également des mesures économiques dont la liste est disponible sur le [site du ministère de l'Économie](#).

Les premières estimations de l'impact de la pandémie mondiale sur l'activité économique font état d'une très forte contraction, plus importante que celle observée lors de la crise financière de 2008. Ainsi en Europe, selon les premières estimations du Fonds monétaire international, chaque mois de confinement se traduirait par une diminution du PIB de 3 %. À l'échelle nationale, la Banque de France précise que la contraction du PIB au premier trimestre 2020 serait de l'ordre de 6 %. Selon celle-ci, « chaque quinzaine de confinement ampute le niveau du PIB annuel de près de 1,5 % ».

En Guadeloupe, les premiers résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM en 2020 font ressortir une nette dégradation de l'activité à cause de la pandémie de COVID-19. 70 % des entreprises interrogées voient leur activité se dégrader au premier trimestre et cette baisse devrait concerner 90 % d'entre elles au deuxième trimestre. Globalement, les effectifs se maintiennent, les entreprises de l'enquête de l'IEDOM recourant massivement au chômage partiel (60 % d'entre elles), au télétravail (50 %) et aux arrêts maladie (40 %) dont une partie s'explique par la garde d'enfants à charge. Au 14 avril 2020, 29 604<sup>1</sup> salariés sont concernés par l'activité partielle. Aucune entreprise interrogée par l'IEDOM ne fait toutefois état de licenciement au premier trimestre 2020.

En parallèle, à l'instar des autres secteurs d'activité, l'activité bancaire diminue. La présence physique du personnel en agence avoisine les deux tiers des capacités habituelles. Le recours au télétravail est disparate allant d'un dixième des effectifs pour certains établissements à près de 60 % pour d'autres.

En termes de financement, environ 20 % des entreprises ont effectué une demande de report d'échéances et 10 % d'entre elles ont déjà fait appel aux prêts garantis par l'État (PGE), pour un montant total avoisinant les 200 M€.

L'année 2020 commence ainsi en faisant face à des difficultés inédites, sur le plan sanitaire en premier lieu, mais également sur le plan économique. La capacité des territoires à juguler la pandémie conditionnera les résultats économiques de ces derniers.

<sup>1</sup>En Guadeloupe, 76 679 salariés sont enregistrés dans le secteur privé fin décembre 2019.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : G. GENRE-GRANDPIERRE  
Rédaction : T. COMBET - D. LAURET  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2020 – Dépôt légal : avril 2020 – ISSN 1952-9619